

Les élections de mi-mandat aux États-Unis peuvent-elle changer la donne dans la guerre OTAN-Russie en Ukraine ?

Par DD le 21 Octobre 2022

Les élections US de mi-mandat qui auront lieu le 8 novembre prochain concernent le renouvellement de la totalité des 435 membres de la chambre des représentants US (équivalent de l'Assemblée nationale en France), d'un tiers du Sénat, de 36 gouverneurs d'État et de 3 gouverneurs de territoires. Quel qu'en soit le résultat, le président Biden et son administration resteront en place jusqu'à la fin du mandat présidentiel, c'est à dire jusqu'à la nouvelle élection présidentielle de novembre 2024 et l'investiture présidentielle qui suivra en Janvier 2025. Ceci, bien sûr, si le décès ou la destitution du président en exercice ne vient pas bousculer le calendrier.

Le monde entier suivra avec attention ce moment fort de la vie politique états-unienne qui pourra être interprété comme **un soutien ou un désaveu de l'exécutif en place**. Les deux questions qui se posent aujourd'hui sont les suivantes :

Quels résultats attendre de cette élection et pourquoi ?

Quels changements peuvent-ils être espérés dans la politique étrangère états-unienne et notamment sur la conduite de la guerre contre la Russie en Ukraine, changement qui conditionneront évidemment, pour une large part, l'activisme de l'OTAN et la politique étrangère européenne ?

*

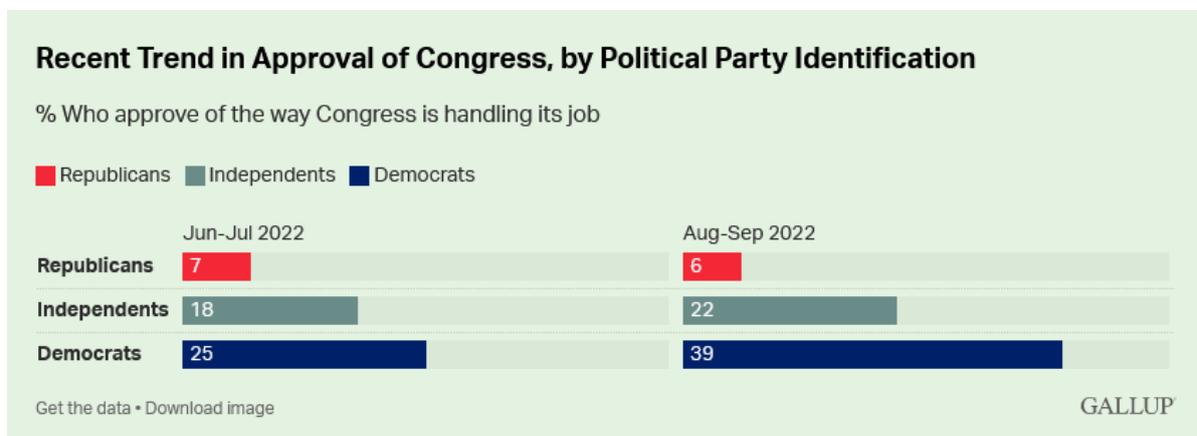
Quels résultats attendre de cette élection et pourquoi ?

A moins de 3 semaines de ces élections de mi-mandat, une seule chose est certaine: **Le parti démocrate va perdre ces élections, la seule incertitude qui demeure concerne l'ampleur de sa défaite.**

Pourquoi va-t-il perdre ?

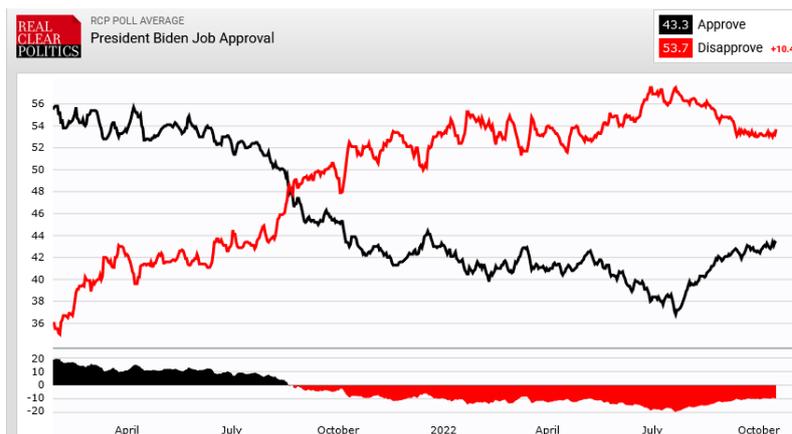
1 – La moyenne des derniers sondages sur le taux de satisfaction des citoyens états-unien sur le travail de leur Congrès est aujourd'hui de 23%. **75% des électeurs US se déclarent insatisfaits de ce travail. Même les électeurs démocrates n'approuvent qu'à 39%: c'est insuffisant pour espérer gagner.**

<https://news.gallup.com/poll/401864/recent-congressional-approval-trending-higher.aspx>



2 – Le président Biden et la gestion des affaires du pays par l’administration démocrate qui lui est associée suscitent l’insatisfaction d’une forte majorité des citoyens états-uniens sur la totalité des sujets, sans exception.

Ainsi 53,7 % désapprouvent l’action du Président pour 43,3 % qui l’approuvent et 3 % sans opinion.



Sujet	Approuvent Biden	Désapprouvent Biden	Sans Opinion
Économie	38,3 %	58,5 %	3,2 %
Politique étrangère	42,4 %	53,6 %	4 %
Inflation	33,6 %	62,4 %	4 %
Criminalité	38 %	52,5 %	9,5 %
Immigration	36 %	60 %	4 %
Ukraine	42,5 %	50,8 %	6,7 %

Source : <https://www.realclearpolitics.com/epolls/other/president-biden-job-approval-7320.html>

A noter que sur la gestion de l’épidémie Covid 19, les résultats des sondages publiés par « Real Clear politics » ont été retirés récemment lorsqu’ils étaient à 50/50 et alors même qu’ils évoluaient dans un sens défavorable à l’administration Biden. Allez donc savoir pourquoi on n’en parle plus. ...

Avec de tels taux de désapprobation **dans tous les domaines, sans exception**, on voit mal sur quoi pourrait s’appuyer une victoire démocrate.

D’autant que cette moyenne des sondages est biaisée de plusieurs points en faveur des démocrates.

Explications :

Sur une bonne douzaine d’instituts de sondage US pris en compte dans la moyenne évoquée ci dessus, l’un d’entre eux donne des résultats très étranges, toujours très en faveur des démocrates. Sur les mêmes questions, posées aux mêmes dates, sur des échantillons de taille comparable, l’institut Economist/Yougov donne des résultats de 2 à 6 points au dessus de tous les autres instituts et toujours en faveur des démocrates. Pour cette raison, les soutiens des démocrates lui commandent beaucoup plus de sondages et la moyenne des résultats des sondages s’en trouvent donc affectée au profit des démocrates d’environ 2 points. Lire à cet égard l’article suivant :

<https://townhall.com/tipsheet/guybenson/2022/09/13/progressives-journalists-worry-are-polls-once-again-overestimating-democrats-n2612948>

On notera avec intérêt que, lors des récentes campagnes électorales françaises, l'institut Economist/YouGov a beaucoup sondé, avec la même surestimation, en faveur du Président français et des parlementaires qui le soutiennent ... Cet institut aurait-il cherché à nous manipuler, comme il manipule aujourd'hui les électeurs américains ?

3 – Le taux d'inflation US reste supérieur à 8,2 % . La loi signée par Biden le 19 août 2022 « Inflation Reduction Act » et visant à réduire l'inflation n' a eu, pour l'instant, aucun résultat tangible. Il en résulte évidemment une perte de pouvoir d'achat des ménages états-uniens qui sera décisive dans le résultat du scrutin du 8 novembre. Aux USA, comme partout dans le monde, l'électeur place souvent l'évolution de son pouvoir d'achat en tête des facteurs déterminant son vote.
<https://www.washingtonexaminer.com/restoring-america/fairness-justice/bidens-inflation-disaster>

4 – L'audience de la chaîne de TV US **Fox News**, très critique envers Biden a désormais dépassé celle de CNN. Des voix dissidentes très fortes et désormais mondialement connues se font entendre, notamment sur la politique étrangère et sur la gestion de la crise ukrainienne : le présentateur vedette Tucker Carlson, le colonel Douglas Mac Gregor, Tulsi Gabbard, Jeffrey Sachs, Mearsheimer, Diane Sare, Scott Ritter, Philip Giraldi ... Leurs arguments et leurs propos limpide et accessibles à tous, finissent par convaincre. Sous le double effet de la perte de pouvoir d'achat et de l'éclairage donné par les dissidents, une part importante de l'opinion US a déjà basculé en faveur de la paix et contre le jusqu'au boutisme «boomerang».

Ce sont des indicateurs à prendre en compte lorsqu'on cherche à prédire les résultats du scrutin du 8 Novembre.

5 – La récente décision de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes Unis de réduire la production de pétrole de 2 millions de barils par jour est un camouflet pour l'Amérique de Biden. Elle montre que **les USA ne sont plus craints et respectés** et que **certains de ses alliés n'hésitent plus à refuser les diktats US imposés par la contrainte et la menace**. Cette perte d'influence et de pouvoir US sur la scène internationale est parfaitement perçue et comprise par l'électeur US et par une forte majorité de l'opinion mondiale. Certains l'attribuent à la sénilité du président ainsi qu'au jusqu'au boutisme et à la maladresse de son administration néoconservatrice dans la gestion de la guerre en Ukraine.

Quelle pourrait être l'ampleur de la défaite démocrate ?

Pour la chambre des représentants, les projections actuelles en sièges donneraient 176 sièges assurés pour les démocrates, 221 pour les républicains et encore 38 sièges disputés entre les deux camps dans une fourchette de 2 % et impossibles à attribuer à l'un ou l'autre camps.
<https://www.realclearpolitics.com/epolls/2022/house/elections-map.html>

Les biais constatés dans les sondages depuis des lustres en faveur des démocrates me poussent à estimer qu'au moins deux tiers des sièges disputés reviendront aux républicains, soit 25 sièges sur 38.

Mon pronostic est donc le suivant : **démocrates** 176 + 13 = **189 (+ ou - 5)**,
républicains 221+ 25 = **246 (+ ou - 5)**

Si les démocrates n'atteignent pas les 189 sièges, la défaite serait alors beaucoup plus lourde qu'attendue. Cette hypothèse ne peut être exclue.

Au Sénat, seul un tiers des 100 sénateurs seront renouvelés. **La défaite démocrate sera donc moins sévère**. Les projections actuelles en sièges donneraient 46 sièges assurés pour les démocrates, 47 pour les républicains et encore 7 sièges disputés.

<https://www.realclearpolitics.com/epolls/2022/senate/elections-map.html>

Par le même raisonnement que ci dessus, mon pronostic est le suivant : démocrates: **48 à 49 sièges**, républicains: **51 à 52**

S'agissant des gouverneurs, les projections actuelles donneraient **14** gouverneurs assurés pour les démocrates, **24** pour les républicains et encore 12 États disputés.

Par le même raisonnement que précédemment, mon pronostic est le suivant : **18** États (+ ou - 2) pour les démocrates, **32** États (+ ou - 2) pour les républicains.

Notons qu'à 18 jours du scrutin, la dynamique des sondages est en faveur des républicains, qui semblent creuser l'écart.

*

Dans tous les cas, les républicains vont donc remporter les élections de mi-mandat. On voit mal ce qui pourrait changer la donne en 18 jours. Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'une évolution importante de la situation en Ukraine dans les jours précédents l'élection ne viennent compromettre plus encore l'espoir des démocrates de limiter la casse.

Mais cela changera-t-il quelque chose dans la politique étrangère US et dans la gestion US de la crise ukrainienne ?

Il est clair que l'administration Biden devra prendre en compte l'ampleur du désaveu qui lui aura été infligé par les électeurs. Le message envoyé par ces derniers pourrait se résumer en une phrase : *« Occupez vous de nous, de l'inflation, de notre pouvoir d'achat avant de chercher à vous occuper des affaires des autres en gaspillant les milliards de dollars des contribuables états-uniens dans le puits sans fond de l'Ukraine ».*

Pour autant, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'establishment des affaires étrangères US évoqué par Mearsheimer, plus puissant que le Président lui-même, ne changera pas et que **cette engance néoconservatrice et mondialiste gardera le jusqu'au boutisme et la russophobie qu'elle a toujours eu dans ses gènes.**

Parce qu'il est bi-partisan, cet « establishment des affaires étrangères US » comptera autant de soutien dans les rangs des parlementaires républicains, que dans ceux des démocrates.

Pourquoi ?

Parce que les parlementaires, les sénateurs, les gouverneurs des deux camps sont trop souvent élus grâce aux soutiens de généreux donateurs qui financent leur campagne électorale et que ces sponsors milliardaires sont eux mêmes majoritairement néoconservateurs, russophobes et, pour une très large part, affiliés à l'AIPAC, sans lequel ils ne seraient pas milliardaires.

Aux USA, comme en UE ou en France, la politique étrangère n'est pas faite en fonction des aspirations majoritaires ou des besoins du peuple, mais par une petite élite quasi-mafieuse, qui se croit seule capable de comprendre les intérêts de son pays, qu'elle confond souvent avec les siens et ceux de ses amis, et de les défendre.

C'est la raison pour laquelle il ne faut pas attendre de grands changements dans la gestion de la crise ukrainienne. Tout au plus une légère baisse de l'aide financière et matérielle.

C'est donc l'hiver à venir et la résilience économique et sociale des deux partis en conflit qui désigneront le vainqueur.